

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCI Patrizia LOGISTIK-INVEST EUROPA (ex C-LOGISTICS ex Goodman France)

7 place d'Estienne d'Orves
75009 Paris

Références : UID4243 EAR 026 062
Code AIOT : 0003201904

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement SCI Patrizia LOGISTIK-INVEST EUROPA (ex C-LOGISTICS ex Goodman France) implanté Sis ZAC de l'Orme les Sources 500 rue Colonel Louis Lemaire 42160 Andrézieux-Bouthéon. L'inspection a été annoncée le 26/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI Patrizia LOGISTIK-INVEST EUROPA (ex C-LOGISTICS ex Goodman France)
- Sis ZAC de l'Orme les Sources 500 rue Colonel Louis Lemaire 42160 Andrézieux-Bouthéon
- Code AIOT : 0003201904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Ce site, autorisé initialement sous le nom de Goodman France, a ensuite été exploité par C-Logistics et, depuis 2024, par la SCI PATRIZIA LOGISTIK INVEST EUROPA.

Il a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 13/09/2018 (régime de l'autorisation pour les rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663). Depuis le décret n°2020-1169 du 24/09/2020 actant les nouveaux seuils de classement au titre de la rubrique 1510, le site relève du régime de l'enregistrement.

L'entrepôt est composé de 6 cellules, 4 cellules de 12 000 m² et 2 cellules de 6000 m², positionnées en dos à dos.

Depuis octobre 2025, un nouveau locataire, GXO, a pris possession de la moitié de l'entrepôt (2 cellules de 12000 m² et une cellule de 6000 m²), côté parking.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité - 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Demande d'action corrective	1 mois
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Demande d'action corrective	
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 13 Annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
8	Maintenance des matériels de sécurité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 22 Annexe II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23 Annexe II	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Situation administrative au	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	titre des ICPE - 1510	son annexe, rubrique 1510	
5	État des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Sans objet
6	Gestion des eaux en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 13/09/2018, article 7.4.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

GXO, arrivé en octobre 2025, était encore en cours d'installation le jour de l'inspection. Les racks sont tous installés mais seulement une partie de l'entrepôt accueille du stockage.

L'effectif n'est pas encore stabilisé; il s'élève à 20 personnes dont 16 intérimaires.

Le programme de formation ainsi que le plan de défense incendie n'ont pas été mis en place. On note également que toutes les vérifications périodiques n'ont pas encore été réalisées (portes coupe feu et désenfumage). Il est rappelé, à ce titre, que l'exploitant, titulaire de l'autorisation, ne peut transférer sa responsabilité au locataire.

Le classement ICPE doit être revu au regard des nouvelles règles de classification des entrepôts et l'état des stocks nécessite d'être précisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; - la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le gestionnaire a été en mesure de présenter l'arrêté préfectoral du 13/09/2018 mais pas le dossier de demande d'autorisation (problématique d'accès informatique), ni l'arrêté complémentaire du 24/09/2018.</p> <p>Le locataire a connaissance de l'arrêté préfectoral d'autorisation mais pas de l'arrêté complémentaire.</p> <p>Les flumilog ont été transmis après l'inspection : les modalités de stockages prévus sont respectées selon le plan d'implantation actuel des racks.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constituer un dossier global avec toutes les pièces exigées à l'annexe II (point 1.2) de l'AM du 11/04/2017. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection.</p> <p>Toutes les informations utiles pour assurer l'exploitation de l'entrepôt dans le respect de la réglementation doivent être transmises au locataire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE - 1510

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 2. Appréciation des dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p>
<p>Constats :</p> <p>La situation administrative est à jour. L'Arrêté préfectoral du 13/09/2018 actait un classement en autorisation.</p> <p>Au regard des seuils de classement de la rubrique 1510, le site est soumis à enregistrement avec un volume de 746 000 m³.</p> <p>L'exploitant loue 3 cellules à la société GXO qui entrepose, pour le compte d'un client unique, des dispositifs et réactifs médicaux, correspondant à un classement 1510.</p> <p>L'état des stocks au jour de l'inspection affiche 31 413 m³ ; selon l'exploitant ce volume correspond au tonnage soit environ 32 000 tonnes, inférieur au tonnage autorisé dans l'AP d'autorisation (60 000 tonnes).</p>

<p>Cependant, on note que les cellules louées sont encore loin d'être exploitées entièrement. Par ailleurs, lorsque l'autre moitié de l'entrepôt sera également louée, le tonnage autorisé pour GXO sera revu au prorata des surfaces louées soit 30 000 tonnes.</p> <p>Le tonnage autorisé par l'arrêté préfectoral risque donc d'être dépassé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réévaluer sa situation administrative et son classement au titre de la nomenclature ICPE au regard du dossier de demande d'autorisation et du tonnage maximal autorisé. Le cas échéant, un porter à connaissance sera nécessaire pour mettre à jour le classement de l'entrepôt. Dans ce cas, l'exploitant vérifiera la validité des modélisation des flux thermiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité -1510

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation (rubrique 1510) :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[,,,]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le directeur du site (GXO) a été en capacité de fournir un état des stocks. Cet état des stocks est mis à jour chaque semaine.</p> <p>Il informe sur le volume stocké et non sur le tonnage.</p> <p>GXO met en place un inventaire « tournant » qui permet de recenser l'ensemble de l'entrepôt chaque année. Ces inventaires physiques sont reportés dans le WMS (logiciel de gestion de l'entrepôt).</p> <p>Cet état des stocks est disponible en permanence, même en cas de perte d'utilités sur le site.</p> <p>Il est rappelé que l'exploitant doit être en capacité d'informer les services de l'état et les secours en cas de sinistre, y compris en dehors des heures ouvrées. Il est donc attendu que l'exploitant et non uniquement son locataire dispose de l'information sur l'état des stocks en temps réel pour communiquer en cas de besoin.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'état des stocks doit donner une information sur le tonnage stocké.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 4. Connaître les quantités de matières dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1.servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'état des stocks est synthétique et compréhensible. Il mérite toutefois d'être un peu plus précis et d'être exprimé en tonnes. (cf. constats précédents).</p> <p>Notamment, l'état des stocks doit distinguer toutes les familles des dangers; par exemple, un stock spécifique de cartons ou de palettes doit faire l'objet d'une colonne dédiée dans l'état des stocks.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 5 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
Thème(s) : Actions nationales 2026, 5. Inventaire synthétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : [,,,] 2.répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks est synthétique et compréhensible. Il mérite toutefois d'être un peu plus précis et d'être exprimé en tonnes. (cf. constats précédents).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des eaux en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2018, article 7.4.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux en cas de sinistre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est notamment réalisé par les dispositifs externes aux cellules de stockages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 bassins d'orage étanches pour la collecte des eaux pluviales représentant une capacité minimale de stockage de 6 897 m³ <p>Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>Les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique</p>

d'obturation (asservi à la détection automatique incendie) pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.
Constats : Le site dispose : <ul style="list-style-type: none"> - d'un bassin pour la collecte des eaux pluviales des parkings VL et PL associé à un séparateur d'hydrocarbures et une pompe de relevage pour le rejet au fossé, - de deux autres bassins, un pour les eaux de voiries (avec séparateur d'hydrocarbure) et un pour les eaux de toiture, associés à une pompe de relevage pour le rejet dans le fossé. Le site ne dispose pas de 5 bassins d'orage pour la collecte des eaux pluviales mais le volume de rétention globale est respecté d'après les plans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 13 Annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Exercices incendie - Formation
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.
Constats : La société GXO loue une partie de l'entrepôt depuis octobre 2025. Depuis cette date, aucun exercice de défense contre l'incendie n'a été organisé. GXO explique que l'effectif s'élève à environ 20 personnes pour l'instant, dont une grande majorité d'intérimaires. L'effectif n'est donc pas encore stabilisé. De ce fait, l'organisation générale est en cours et les formations n'ont pas encore été dispensées. GXO a été en mesure de montrer un document de suivi des formations sur d'autres sites du groupe.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Organiser rapidement un exercice de défense contre l'incendie. Il est rappelé qu'il ne s'agit pas seulement d'un exercice évacuation mais bien d'un exercice de maîtrise d'un début d'incendie sur site (manipulation des extincteurs et des RIA).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Maintenance des matériels de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 22 Annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : Les portes coupe feu ainsi que les systèmes de désenfumage n'ont pas fait l'objet d'un nouveau contrôle depuis janvier 2025. GXO indique qu'il souhaite changer de prestataire et qu'il est en cours de négociation d'un nouveau contrat. Les pompes de relevage des eaux des bassins sont asservies à la détection incendie mais ne font pas l'objet d'un contrôle périodique. Il est rappelé que l'exploitant, titulaire de l'autorisation, reste responsable de la bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place les contrôles périodiques manquants et transmettre les documents justificatifs à l'inspection
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23 Annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;- la justification des compétences du

personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour. Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;
- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être

<p>vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas mis à jour son PDI depuis la location d'une partie de son entrepôt à GXO.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de défense incendie et le transmettre au SDIS et à l'inspection. Pour rappel, ce plan de défense incendie doit être intégré dans le Plan d'Opération Interne prévu à l'article 7.5.7 de l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>